

Christophe Castaner : « J'assume de bousculer les choses »

Dans un entretien exclusif au Parisien - Aujourd'hui en France, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, affirme que le lien avec les policiers n'est pas rompu. Et si on le dit fragilisé, il souhaite rester ministre de l'Intérieur.



Contesté par une partie de ses troupes, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, assure qu'il ne lâchera jamais les policiers. [LP/Arnaud Dumontier](#)

Par **Vincent Gautronneau et Pauline Théveniaud**

Alors que les manifestations contre les manifestations contre les violences policières se poursuivent, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, réaffirme son soutien « sans faille » aux policiers et admet une erreur sur sa formule « soupçons avérés » de racisme.

L'une des promesses d'Emmanuel Macron était le rapprochement police/population. Est-ce un échec ?

CHRISTOPHE CASTANER. Même s'il y a des tensions, je conteste l'idée de rupture. Les Français restent attachés à la police et à la gendarmerie. Seule une minorité conteste la police. Ne nous trompons pas : une minorité rêve de chaos et instrumentalise des débats légitimes. Ceux-là veulent faire tomber la République. Quand on jette un pavé sur un policier, on le jette sur un morceau de la République.

Les relations entre les Français et la police ne sont-elles pas plus mauvaises aujourd'hui qu'hier ?

Y a-t-il des problèmes? Oui. C'est pourquoi, en janvier, j'ai installé une convention citoyenne d'une centaine de Français pour travailler sur le rapport police/population. Il s'agit d'un combat permanent, car ce rapport de confiance est le ferment de la République.

Que dites-vous aux personnes qui manifestent car elles n'ont pas confiance en la police ?

D'avoir confiance. Au quotidien, toutes les cinq ou six secondes, la police intervient en France pour les protéger. Elles, comme l'ensemble des Français.

A contrario, que répondez-vous aux policiers qui n'osent plus intervenir de peur d'être accusés de violences ou de racisme ?

Que je salue leur courage, qu'ils ne doivent pas avoir peur de faire leur métier et que je veux saluer leur courage. C'est aussi pour ça que je refuse que quelques brebis galeuses puissent, par des propos racistes, affaiblir la police. Par exemple, je regrette de ne pas avoir demandé la suspension des policiers du groupe WhatsApp de Rouen dès le début des procédures judiciaires et administratives les concernant. Le combat contre le racisme est juste et légitime. Mais je refuse que certains le dévoient pour immiscer la haine de l'Etat et de ses garants dans les esprits.

Quel regard portez-vous sur l'interpellation de l'infirmière aux Invalides mardi ?

Manifester est un droit constitutionnel. Mais viser les forces de l'ordre avec des cailloux est un délit. L'usage de la force publique, quand il est nécessaire, est légitime. Je n'ai rien vu qui montre une violence des policiers.

Dès le 12 juin, le renseignement territorial avait prévenu qu'une action de représailles se préparait à Dijon. Y a-t-il eu un raté ?

Il y a eu une alerte sur un appel à mobilisation, sans date. Des alertes, il y en a des centaines par jour. Il n'y a pas eu de faute du renseignement. Ces images sont choquantes et perturbantes. Il ne faut pas le cacher. Mais les forces de l'ordre ont vite mis fin aux troubles et maintenant elles font un travail de fond, d'enquête. Une réponse rapide était nécessaire. Il y a évidemment une démonstration de force que nous devons faire.

Le maire de Dijon dit avoir dû vous appeler deux fois pour obtenir des renforts...

François Rebsamen est en campagne électorale, moi non. Dès qu'il m'a alerté dimanche soir, j'ai agi.

Même au sein de la majorité certains estiment aujourd'hui que vous avez soutenu les policiers « au-delà du raisonnable » pendant la crise des Gilets jaunes. Le regrettez-vous ?

Non. Nos forces ont fait l'objet de violences très graves. Elles avaient besoin de soutien. Cette crise aurait pu faire le lit de leur mise en cause. Je m'y refuse, car c'est injuste et ce n'est pas la réalité. Mais à chaque fois que c'était nécessaire, j'ai saisi l'IGPN. Quand il y a des fautes, elles doivent être sanctionnées.

Quelles ont été ces sanctions ?

Sur les 399 dossiers liés aux Gilets jaunes dont l'IGPN est saisie, 274 ont été transmis à la justice, et à ce stade 13 policiers sont poursuivis, condamnés, mis en examen ou font l'objet de mesures alternatives aux poursuites.

Votre discours du 8 juin, à l'inverse, est passé pour un « lâchage ». Comment le justifiez-vous ?

Il n'y a eu aucun lâchage. Et je ne lâcherai jamais les policiers. Mon discours est un discours de soutien, de confiance. Ils peuvent compter sur moi. Ensuite, s'il y a eu un malentendu, j'en suis responsable. Cet oxymore, soupçons avérés, a pu semer le doute. Cette formule n'était pas la bonne. Ce que j'ai demandé, dans l'instruction que j'ai adressée, c'est qu'une mesure de suspension soit systématiquement envisagée dès lors qu'il est établi qu'il y a eu acte ou propos raciste.

Pourquoi interdire la pratique « de l'étranglement » sans avoir de technique de substitution ?

Quand, après six mois de travaux, les directeurs généraux de la police et de la gendarmerie écrivent que la technique de l'étranglement devait être arrêtée parce qu'elle était dangereuse, vous n'allez pas contre. Donc elle ne sera plus enseignée. Et j'ai demandé, qu'en deux mois et demi, on trouve une technique de substitution. On peut fermer les yeux. Je préfère regarder les réalités et les faire évoluer.

Pourquoi avoir renoncé à la généralisation de l'emploi du pistolet à impulsion électrique ?

Il y a peut-être des gens dans cette maison qui y ont pensé, mais les ministres non. Je suis contre. Les policiers et les gendarmes aussi. La généralisation de cette technique n'est pas opérationnelle, pas adaptée. On se souvient aussi des polémiques sur l'usage de ces pistolets électriques. Par contre, on peut ouvrir le débat sur leur développement et expérimenter.

Quelle est, au fond, votre ligne ?

Celle de la défense de l'ordre républicain et de la sécurité des Français. Celle d'un soutien total à nos forces. Et parce que je les soutiens à fond, je porte cette exigence déontologique.

A Magnanville, des policiers ont jeté leurs menottes à terre lors de votre visite. Y a-t-il une rupture entre vous et les troupes depuis votre discours du 8 juin ?

Non. Dix personnes avaient déposé leurs menottes à terre avant notre arrivée. Par contre, après, il y avait une cinquantaine de personnes avec lesquelles nous avons échangé longuement. Je n'ai jamais eu le sentiment d'être lâché par la base. Oui, il y a un moment de tension. Mais est-ce que les réactions négatives, quand on rappelle des règles républicaines, nécessitent de renoncer à ces règles ? Non. Jamais.

VIDÉO. Paris : les policiers en colère manifestent sur les Champs-Élysées

Conservez-vous l'autorité et le lien nécessaire pour tenir ce ministère ?

Si être un bon ministre revenait à céder à toutes les demandes, il n'y aurait plus aucun ministre. Cette maison peut parfois résister au changement. Mais j'assume de bousculer les choses. Être ministre de l'Intérieur, ce n'est pas chercher à faire plaisir à tel ou tel mais à construire une police forte, de la confiance... Il y a des petites révolutions qui passent sous les radars, mais qui montrent que ce ministère est tenu.

Souhaitez-vous rester ?

Oui, je souhaite rester ministre de l'Intérieur. Mais aucun ministre n'est propriétaire de sa fonction. C'est une décision qui ne m'appartient pas. Budget, recrutements, salaire, déblocage du dossier des heures supplémentaires, réforme des cycles horaires... Beaucoup a déjà été fait pour reconstituer des forces de sécurité saignées à blanc à la fin des années 2000. Et nous entrons dans une phase déterminante avec la conclusion des travaux sur le Livre blanc.

Le pouvez-vous ? Très peu le pensent...

Le nombre de personnes qui rêvent du poste sera toujours plus élevé que ceux qui siégeront dans ce fauteuil. Tous ceux qui se prononcent sur un remaniement ne savent rien.

Avez-vous eu, dimanche dernier, le sentiment d'être recadré par le président de la République ?

Non. Nous avons échangé. Le discours que j'avais prononcé s'inscrit parfaitement dans la ligne que le président a définie.

Si vous restiez, ce serait dans cette configuration, avec Laurent Nuñez ? On perçoit des différences de lignes, il est plus populaire que vous parmi les troupes...

Je ne suis pas dupe. À chaque fois que l'on a tenté de m'affaiblir, on a évoqué la promotion de Laurent et tenté de nous opposer. À chaque fois, cela a échoué. La vérité, c'est que toutes les grandes décisions, nous les préparons et les prenons ensemble. Qu'il s'agisse du Livre blanc, de porter le soutien sans faille à la police mais aussi l'exigence d'exemplarité, ou du discours que j'ai prononcé le 8 juin... On l'a préparé et validé ensemble. Et toutes nos avancées, nous pouvons en être fiers tous les deux.

Donc, vous avez non seulement envie de continuer, mais de continuer avec lui ?

Oui, j'aimerais continuer avec lui.